



**Communiqué de presse du 22 Janvier 2021**

## **Entre obstination et condescendance, le Gouvernement persiste à faire la sourde oreille**

Les organisations syndicales, les collectifs et associations, réunis en intersyndicale se sont rassemblés ce 21 janvier devant le Ministère de la Santé et des Solidarités, et partout en France, afin de dénoncer le manque de moyens de notre système de santé .

Six mois après la conclusion du « Ségur » de la santé, **l'attractivité qui était le principal défi est un échec**. Les postes vacants sont de plus en plus nombreux accentués par **une fuite continue des professionnels** aggravant les conditions de travail des professionnels restant.

Les discours d'Olivier Veran sur la fin du dogme de la fermeture des lits pouvaient nous laisser entrevoir un avenir meilleur, malheureusement, entre les paroles et les actes le décalage est immense. **Ainsi plusieurs centaines de fermetures de lits, continuent d'être actées sans justification**, sur tout le territoire, et ce malgré la crise du Covid et la colère des soignants.

Le Ministère de la Santé et des Solidarités a donc reçu collectifs et organisations syndicales par l'intermédiaire de Madame Bénédicte Roquette, conseillère chargée de l'offre de soins, des ressources humaines et de l'organisation territoriale auprès du cabinet de Monsieur Veran.

Après un tour de table où organisations syndicales et collectifs ont rappelé les **revendications défendues depuis bientôt 2 ans**, et ont à nouveau alerté sur l'aggravation de la situation avec la crise : **dégradation de l'accès aux soins** et des conditions de travail des personnels, **ne permettent pas aux professionnels d'assurer leurs missions de soins dans des conditions de qualité et de sécurité acceptables**. Le ministère a justifié sa politique en qualifiant le « Ségur d'historique » en terme de financement pour l'hôpital public, alors même que les salaires ne sont toujours pas à la moyenne des pays de l'OCDE, et que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 **impose à nouveau 900 millions d'euros d'économies malgré la crise**. Aucune proposition, aucun plan, calendrier, ni axe de travail n'ont été proposés, le ministère nous demande d'attendre la mise en œuvre du « Ségur » et ne semble **pas entendre la grande détresse des hôpitaux, des personnels et l'urgence d'agir** pour préserver un système hospitalier public de qualité.

Loin de rassurer ou d'apporter des éléments constructifs pour l'avenir de la santé et du social, le ministère ne partage pas notre diagnostic et se satisfait des avancées « historiques » du « Ségur ». Les Collectifs, organisations syndicales et associations restent unis pour dénoncer le sous financement du système de santé et défendre la reconnaissance des professionnels. **Nous appelons la population à nous rejoindre lors des prochaines mobilisations dans les jours et semaines à venir** pour défendre l'hôpital public, nos établissements du médico social et du social , notre bien commun, et pour préserver un accès aux soins de qualité pour tous.

**Tout seul on va plus vite, Ensemble on va plus loin !**